

Forêt publique: le gouvernement sort la hache et la calculatrice



Philippe Berger, SECRÉTAIRE DU SYNDICAT SNUPFEN-SOLIDAIRES

Depuis 2 siècles, la forêt française n'a cessé de grandir, regagnant un peu du terrain perdu après des siècles de défrichement intensif. C'est fini. Le gouvernement a entrepris de réécrire notre Code forestier, hérité de Colbert, pour engager la filière dans une démarche productiviste. Dans le même temps, il démantèle l'Office national des forêts, préfigurant une privatisation de la gestion forestière. 18 % des postes y ont déjà été supprimés en 8 ans. Voici comment on est en train de bouleverser tout un équilibre social et écologique.

La gestion forestière est par nature tributaire du très long terme, ce qui a motivé une réglementation dérogatoire du droit commun et l'intervention d'opérateurs publics dans cette gestion. Notre Code forestier, hérité de Colbert, vise essentiellement à assurer l'équilibre entre fonctions sociales, économiques et écologiques, devant depuis plusieurs siècles la définition actuelle du développement durable.

Mais cette gestion durable des forêts françaises est attaquée de toutes parts. Faisant suite au rapport rédigé par Jean Puech et à des conclusions paradoxales du premier Grenelle de l'environnement, le discours prononcé par Nicolas Sarkozy, le 29 mai 2009, introduit des orientations extrêmement productivistes. Le plan de développement national de la filière forêt-bois impose ainsi une augmentation de 40 % des volumes exploités en forêt d'ici à 2020.

L'État se désengage et impose à la fonction de production de bois de payer l'ensemble des services d'intérêts généraux fournis par la forêt. À l'ONF, l'augmentation de la récolte des bois devient une obligation pour équilibrer le budget, en complément des suppressions de personnels. Ces deux points créent une véritable hypothèque sur la qualité du patrimoine forestier public. L'ONF a subi, ces derniers temps, des diminutions d'effectifs (18 % de postes en moins en 8 ans) dépassant les mesures prises pour d'autres organismes publics. La création de filiales ou de structures spécialisées au sein de l'ONF (tra-



Le gouvernement coupe la forêt et tranche dans les effectifs de l'ONF. Le malaise chez les forestiers est dramatiquement palpable: 23 se sont suicidés en 7 ans.

vaux, mobilisation des bois, bureaux d'études), préfigure clairement une privatisation des secteurs clés de la gestion forestière. Dans le même temps, une procé-

Pour répondre aux objectifs du Grenelle, on va accroître une mécanisation qui dégrade, voire stérilise bien des sols forestiers.

dure de réécriture du Code forestier par ordonnances est enclenchée; ajoutée à la baisse des effectifs de gardes forestiers, cette démarche n'est pas sans rappeler la politique de Poutine qui a précédé les dégâts massifs de cet été dans les forêts russes. La direction de

l'ONF a engagé un vaste plan de communication à partir d'un accord intitulé « Produire plus de bois tout en préservant mieux la biodiversité », issu du Grenelle de l'environnement. Cette communication est censée faire admettre les volumes supplémentaires à exploiter, avec la caution morale de France Nature Environnement. Aujourd'hui, il ne reste rien du « préserver mieux ».

La frénésie actuelle en matière de mobilisation des bois s'accompagne d'une remise en question des fonctions écologiques de la forêt. Citons le rapport Puech, qui préconise de raccourcir les âges d'exploitation des bois de 20 %, alors qu'il est établi que les vieux peuplements forestiers abritent environ les deux tiers de la biodiversité forestière! L'accroissement de la mécanisation aux dépens de l'emploi de bûcherons semble actée. Ainsi, le tas-

sement à venir par les engins sur de nombreux sols forestiers est de nature à les dégrader, voire les stériliser pour plusieurs décennies. Ces mêmes orientations actuelles, fortement dirigées vers l'approvisionnement de grands groupes industriels aux produits standardisés, mettent en péril un nombre croissant de petites entreprises implantées en milieu rural. Alors que, sur le long terme, la production de gros bois d'œuvre (construction), avec des circuits courts de transformation, est la seule réponse écologique et économique fiable.

Épuration des eaux, « tampon » climatique, espace de biodiversité et de ressourcement, la forêt apporte des services inestimables à la société. C'est en tant que citoyens responsables que les forestiers entendent continuer à porter la question fondamentale qui devrait animer toutes les décisions: « Quelle forêt pour nos enfants? » ★

REPÈRES

15,1 millions

C'est, en hectares, la surface boisée en France, soit 27,5 % de la surface du territoire.

74 %

Pourcentage de la surface de la forêt française appartenant à des propriétaires privés.

+40 %

C'est l'objectif fixé par le gouvernement d'augmentation des volumes exploités en forêts d'ici à 2020.